



Dans la crise économique et sociale actuelle, la presse et nos journaux vivent une situation difficile, faisant face à l'explosion des coûts, comme celui du papier journal (un surcoût estimé à 150 millions d'euros en 2022 pour la presse d'information), qui s'ajoute aux transformations structurelles majeures qu'ils doivent affronter (place croissante du numérique, nouvelles pratiques dans l'accès à l'information, etc.).

Pour garantir le respect de la liberté d'opinion des citoyens, fondement de notre démocratie et droit constitutionnel, l'État se doit d'assurer la diffusion de la presse sur tout le territoire, à prix égal et abordable pour tous, à travers le service public postal et des aides publiques.

Or, aujourd'hui, au moment même où ce soutien à la diffusion de la presse est plus que jamais indispensable, l'État poursuit son désengagement financier du service public postal, au nom d'objectifs d'équilibre budgétaire qui ne sont pas compatibles avec la défense du pluralisme, puisque la garantie que chaque citoyen puisse recevoir quotidiennement le journal de son choix, qu'il habite en zone rurale ou urbaine, a un coût. Ce désengagement financier a en effet des conséquences importantes sur la distribution de la presse : nombreux sont ainsi les lecteurs et lectrices de nos journaux d'information qui ne reçoivent plus, faute de tournées quotidiennes, leur journal.

De plus, le gouvernement réforme structurellement le transport postal en supprimant les tarifs postaux spécifiques à la presse, et en privilégiant le portage. Au-delà des conséquences sur la précarité accrue des salariés du secteur, le choix du portage, et donc de la privatisation de la distribution de la presse, fait peser une menace importante sur la diffusion de la presse sur l'ensemble du territoire : le portage se développe uniquement dans les concentrations urbaines rentables, et il ne garantit pas le maintien de tarifs accessibles et administrés.

Or, contrairement à celles et ceux de la presse qui est soutenue par les grands groupes financiers et par la publicité, nos lecteurs et lectrices sont au cœur de la vie de nos journaux qui accompagnent leur quotidien : leurs abonnements sont une part essentielle de leur modèle économique. Nous appelons donc nos lecteurs et lectrices, avec leurs sociétés, à se mobiliser partout en France pour la défense et le développement de la diffusion de la presse, en réclamant le retour d'un service public postal assurant ses missions d'intérêt général, notamment via le passage quotidien, nationalement, des facteurs et factrices, et en revendiquant le maintien de la grille spécifique des tarifs pour la presse.

C'est la survie économique du pluralisme de la presse qui se joue aujourd'hui !

Signataires : Marine Miquel et Hervé Bramy, vice-présidente et président de la Société des lectrices et des lecteurs de *l'Humanité* ; Serge Baroni, président des Amis de *la Marseillaise* ; Agnès Rousseaux, directrice de *Politis*, et Pierre Humbert, coprésident de l'association Pour *Politis* ; Joëlle Allemand, journaliste au *Travailleur catalan* ; Alain Dupenloup, directeur de la publication du journal *Les Allobroges savoyards* ; Simone Torres et Michel Pernet, directrice, et rédacteur en chef du journal *le Travailleur alpin*.